



Vous aimez cet article <3

Média indocile – nouvelle formule

**BONPOURLATETE**

**Actuel**



Jean-Daniel Ruch, diplomate suisse écarté du DDPS. © DR

**#SUISSE #ISRAËL #DIPLOMATIE #OTAN #NEUTRALITÉ SUISSE**

## **Actuel / Manigances des pro-OTAN au Département de la Défense?**



**BON POUR LA TÊTE**  
Édition du 1 décembre 2023

PARTAGER   

**Quoi qu'on en pense, l'enquête que vient de publier «Die Weltwoche» mérite d'être connue des Romands. Nous la publions donc intégralement, avec l'aimable accord de l'hebdomadaire alémanique. On y apprendra comment un diplomate s'est venu menacé de chantage, puis écarté, peut-être à la faveur d'un «putsch de l'OTAN», ce dernier s'étant montré critique vis-à-vis de l'alliance atlantique, et fermement attaché à la neutralité suisse.**

---

---

Rafael Lutz, article publié dans le numéro 48/2023 de *Die Weltwoche* paru le 30 novembre 2023, traduit par *Bon Pour La Tête*

---

L'enthousiasme était quasi unanime. «Le nouveau super-fonctionnaire d'Amherd», titraient les journaux. La conseillère fédérale du Centre semblait également satisfaite lorsque le chef désigné du nouveau Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité s'est présenté à la conférence de presse du 15 septembre dernier, à Berne. L'ambassadeur Jean-Daniel Ruchs est un «fin connaisseur du système de la politique de sécurité», louait Viola Amherd.

Un peu plus d'un mois plus tard, la carrière de Ruch est déjà terminée. L'aventure du secrétaire d'Etat a échoué avant même que l'ambassadeur n'ait pu se lancer. Le «super-fonctionnaire» de la politique de sécurité serait lui-même devenu un risque pour la sécurité de la Suisse. Ruch est «vulnérable au chantage», écrivait le *Blick* le 25 octobre.

La *Weltwoche* sait que ces informations étaient déjà connues du *Blick* depuis au moins la mi-octobre. Dans les jours précédant la publication, les journalistes Daniel Ballmer et Pascal Tischhauser avaient littéralement poussé le Département de la Défense (DDPS), par le biais de demandes journalistiques, à annuler la nomination de Ruch – finalement avec succès.

Selon nos informations, des photos et d'autres documents ont été transmis à la rédaction, ce qui laisse supposer une surveillance exercée sur Ruch à l'époque où il travaillait en Israël. A partir de 2008, il est ambassadeur spécial pour le Proche-Orient, puis ambassadeur officiel en Israël entre 2016 et 2021. Des diplomates suisses, qui souhaitent garder l'anonymat, sont convaincus que la fuite provient des services secrets israéliens. Cela tombe sous le sens car, selon des initiés, les ambassadeurs en Israël sont couramment mis sur écoute et suivis, *a fortiori* s'ils entretiennent des contacts avec le Hamas, comme l'aurait fait Ruch sur ordre de l'ancienne ministre suisse des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey.

## **Frasques sexuelles et chantage**

Depuis, les médias colportent l'image d'un érotomane. On parle de prostitution et on évoque des liaisons. Des rumeurs circulent selon lesquelles l'ambassadeur aurait eu des relations sexuelles avec

des espionnes – et ce en «Terre sainte», où Ruch se serait surtout occupé de «bons services amoureux» plutôt que des bons services de la Suisse, comme l'écrit le rédacteur en chef du *Sonntagsblick*, Reza Rafi.

Le mystère demeure quant à la raison pour laquelle le *Blick* n'a publié les informations sur les histoires de sexe présumées qu'après le départ de Ruch, non seulement en tant que secrétaire d'Etat désigné, mais aussi en tant qu'ambassadeur en Turquie, où il a résilié son contrat de travail pour 2024. Interrogée à ce sujet, la rédaction ne s'est pas exprimée. Le reportage ressemble en tout cas davantage à une campagne politique qu'à une enquête journalistique.

Une chose est sûre: Ruch s'attendait à ce que le *Blick* et d'autres médias parlent de sa vie privée. Il a immédiatement fait marche arrière. Et aux éditions Ringier, on est fier d'avoir écarté Ruch de la course. «Il a fallu la demande d'un journaliste du *Blick* pour attirer l'attention des autorités fédérales sur la possibilité de chantage qui couvait. Puis Amherd a tiré le frein d'urgence – et lâché son secrétaire général en rase campagne», écrit encore Reza Rafi le 5 novembre.

Dans l'entourage de Ruch, en revanche, l'indignation est grande. On entend dire qu'il n'est pas sujet au chantage. Il n'aurait pas non plus eu de relations sexuelles avec des espionnes, comme on l'a parfois entendu dire, mais seulement entretenu une liaison avec une Suissesse, ce que l'épouse de Ruch savait. Il n'avait donc pas à craindre de chantage. Il n'avait tout simplement pas intérêt à ce que sa vie privée soit étalée sur la place publique.

En effet, aucun fait relevant du droit pénal n'est apparu. Mais, à la fin octobre, cela semblait une information de peu d'importance. La Suisse était encore en pleine frénésie électorale, l'affaire Ruch était un sujet marginal. Aujourd'hui, on se demande ce qui s'est réellement passé. Les médias ont-ils tiré à juste titre sur un ambassadeur vulnérable au chantage? Ou l'histoire de sexe n'était-elle qu'un prétexte, car d'autres intérêts sont en jeu?

## Un «putsch de l'OTAN»?

Certaines voix au sein du corps diplomatique vont jusqu'à parler d'un «putsch de l'OTAN». Qu'est-ce que cela signifie? A quel profit? Si l'on veut obtenir des réponses à ces questions, il faut se pencher plus avant sur la personne de Jean-Daniel Ruch ainsi que sur les luttes de pouvoir au sein de la sphère politique et de l'administration.

Jean-Daniel Ruch, actuel ambassadeur à Ankara, qui a étudié les relations internationales et la politique de sécurité à Genève, peut se targuer d'une carrière mouvementée. Le Jurassien, que ses proches décrivent comme une personnalité sérieuse et indépendante, a vu de ses propres yeux de nombreux foyers d'incendie politiques. Ruch, aujourd'hui âgé de soixante ans, a travaillé à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et a contribué à intégrer la Russie dans l'édifice de la sécurité européenne.

Il s'est ensuite engagé dans le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), qui était responsable des élections et des droits de l'homme en Albanie et en Croatie. Pendant un an, il a dirigé la section Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Au moment du soulèvement contre Slobodan Milosevic en octobre 2000, il était le numéro deux de l'ambassade à Belgrade, puis il y est devenu ambassadeur. Après ce premier séjour en Serbie, il a assisté Carla Del Ponte, procureur en chef du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye, en tant que conseiller.

Sa carrière devient intéressante à partir de 2008, lorsqu'il devient ambassadeur spécial du DFAE pour le Proche-Orient sous l'autorité de la ministre des Affaires étrangères Calmy-Rey. Celle-ci avait créé ce poste en 2006. Après la victoire du Hamas lors des premières élections libres en Palestine cette année-là, il était clair pour la conseillère fédérale socialiste que des contacts devaient également être entretenus avec les islamistes. La ministre a mené une politique de neutralité active, placée sous le credo du «changement par la négociation» et visant à discuter avec toutes les parties. Ruch, qui n'est membre d'aucun parti, a salué cette approche.

Son prédécesseur au Proche-Orient était l'ambassadeur Didier Pfirter, responsable sous Calmy-Rey des mandats de négociation difficiles. Pfirter a servi à plusieurs reprises d'intermédiaire entre des parties en conflit et s'est fait un nom en tant que médiateur. Après être devenu ambassadeur en Colombie en 2008, où il avait auparavant négocié entre les Farc et le gouvernement, Ruch a suivi ses traces au Proche-Orient.

D'anciens collaborateurs qui ont travaillé en étroite collaboration avec lui et qui le connaissent dans cet exercice affirment que l'homme était prédestiné à ce poste. Ruch s'est toujours distingué comme un médiateur chevronné et professionnel. Toutes les parties l'ont toujours pris très au sérieux.

Les services de Ruch étaient manifestement appréciés, y compris par les Israéliens. En tant qu'ambassadeur, il s'est efforcé, en accord avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu, d'obtenir la libération d'otages du Hamas et la remise de corps. Pendant cette période, il a travaillé à faire de l'ambassade suisse à Tel Aviv un lieu de rencontre pour les jeunes entrepreneurs israéliens et palestiniens dans le domaine de la technologie. La paix et la compréhension étaient au premier plan.

Nonobstant ces éloges, au sein du corps diplomatique, Ruch est considéré comme un critique prononcé de l'OTAN. Il a toujours observé avec méfiance l'action de l'alliance militaire occidentale. En ce sens, Ruch incarne le contrepoids de Pälvi Pulli, la cheffe de la politique de sécurité au sein du Département de la défense (DDPS), qui avait également postulé sans succès au poste de secrétaire d'Etat et qui est connue pour être favorable à l'OTAN.

Ruch se présente quant à lui comme un défenseur de la neutralité perpétuelle. «Je n'aurais pas pu accomplir beaucoup de choses dans ma carrière si la Suisse n'avait pas été neutre», a-t-il déclaré lors de la conférence de presse du 15 septembre. La neutralité est à ses yeux centrale pour la Suisse, afin qu'elle puisse jouer son rôle de médiateur crédible sur la scène mondiale, disent ses compagnons de route.

Pour Ruch, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Conventions de Genève, qu'il cite régulièrement, les connaissant sur le bout des doigts, ne sont pas de simples théories juridiques. La Suisse doit s'engager pour la stabilité et la paix. C'est son credo, appuie son entourage. Et ce point de vue spécifiquement suisse, Ruch en est convaincu, est également dans l'intérêt du pays. Ce n'est qu'ainsi que la Suisse peut apporter sa contribution à la paix.

Ce fut le cas par exemple dans le cadre des négociations de paix à Istanbul, où la Russie et l'Ukraine ont entamé des discussions au printemps 2022. L'accord de paix avait toutefois été sabordé à la dernière minute par l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson. Là aussi, Ruch s'est engagé, soutenant les médiateurs turcs grâce à ses connaissances en matière de neutralité.

L'habileté diplomatique et ses positions critiques à l'égard de l'OTAN, selon certaines voix dans la politique et l'administration, ont été fatales à Ruch. L'ambassadeur, convaincu de ses capacités, aurait de nombreux ennemis et susciterait les envies au sein de l'administration. C'est justement parce qu'il était l'homme des missions délicates et qu'il serrait aussi la main des «vilains». Mais il l'a toujours fait dans le but d'éviter de nouvelles catastrophes.

Au DDPS, nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas de Ruch. Il n'aurait pas eu sa place dans le département, entend-on. Il n'est pas un représentant militaire, ni un officier, mais un diplomate. Pas un faucon, mais un apôtre de la paix. De plus, c'est quelqu'un qui s'est toujours «gonflé», un bavard et un flambeur, comme le décrivent ses détracteurs.

En outre, Ruch n'avait pas des ennemis qu'au DDPS: au DFAE aussi. Il y est considéré par certains comme un personnage haut en couleur, peut-être même trop. Ce que tous les interlocuteurs soulignent, quel que soit leur point de vue: Ruch est disruptif, volontaire, il remet beaucoup de choses en question. Tout sauf un bureaucrate. Contrairement à de nombreux diplomates qui aiment se retrouver dans des cocktails avec leurs pairs, lui n'est pas gêné de se salir les mains. Cela visiblement ne plaît à tout le monde.

Et Ruch, semble-t-il, a particulièrement déplu au lobby israélien, qui a sans aucun doute joué un rôle dans sa chute. Alfred Heer en tête, qui a tiré la première balle médiatique contre lui dans la *Weltwoche* le 12 octobre. Du point de vue du conseiller national UDC, Ruch est un «idiot utile» du Hamas, qui porte une «responsabilité morale» dans les crimes des islamistes.

L'attaque de Heer n'a pas été une surprise. Le conseiller national UDC est président de la fondation Audiatur, proche d'Israël, créée par Josef Bollag. Celui-ci a été vice-président de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) et siège encore aujourd'hui au conseil de la fondation Audiatur. Le conseiller en relations publiques Sacha Wigdorovits en a également fait partie.

Le nom de l'ancien chef du *Blick* et lobbyiste israélien a été évoqué à plusieurs reprises dans les milieux politiques et dans une partie de l'administration dans le cadre de l'affaire Ruch. Certains l'accusent d'en être l'instigateur. Wigdorovits avait déjà joué un rôle central dans l'affaire Geri Müller, à la suite de laquelle le président de l'Association Suisse-Palestine avait perdu ses mandats politiques.

Confronté aux dernières rumeurs, le conseiller en relations publiques Wigdorovits se défend. Il n'aurait appris les histoires de sexe de Ruch que par le *Blick*.

Certains représentants du corps diplomatique soupçonnent même, comme mentionné plus haut, un «putsch de l'OTAN». Et si l'on s'attarde sur le nouveau favori pour le poste de secrétaire d'Etat, cette lecture ne peut pas être totalement écartée.

## **L'homme de la situation**

Thomas Greminger est désormais considéré comme l'homme fort qui doit redresser la situation. Il était déjà en lice lors du premier tour. Certes, Greminger a fait mieux que la co-favorite Pälvi Pulli, mais il n'avait pas réussi à s'imposer face à Ruch.

Selon le *Tages-Anzeiger* et *Le Temps*, il est désormais l'homme qui pourrait «aider Amherd à se sortir du pétrin» et «passer à l'action» en tant que premier secrétaire d'Etat à la politique de sécurité. Toutefois, le Conseil fédéral n'a pas encore officiellement nommé Greminger à cette fonction. Le DDPS évite les questions sur ce sujet. Mais le temps presse: le 1er janvier 2024, le Secrétariat d'Etat entrera en fonction.

Tout comme Ruch, Greminger, membre du PS, a commencé sa carrière au Département des Affaires étrangères sous Micheline Calmy-Rey. Selon les médias, Greminger aurait également noué des contacts avec le Hamas en 2005. Il a ensuite rejoint l'OSCE, dont il a été le secrétaire général de 2017 à 2020, et a tenté une médiation entre la Russie et l'Ukraine. Depuis 2021, il est directeur du Centre de politique de sécurité à Genève.

Les critiques qualifient Greminger de carriériste acharné et font remarquer qu'il est plus flexible que Ruch en matière de neutralité. De plus, contrairement à Ruch, il se montre nettement moins critique à l'égard de l'OTAN. Cette appréciation correspond également à certaines déclarations que Greminger a faites publiquement. Interrogé sur d'éventuelles livraisons d'armes suisses à l'Ukraine, Greminger a indiqué le 19 août dernier dans la *NZZ am Sonntag*: «Si la question est réglée proprement dans le respect de l'Etat de droit, rien ne s'y oppose. Mais pour cela, le Parlement doit d'abord modifier la loi sur le matériel de guerre».

Les critiques et les partisans sont d'accord sur un point: Greminger est un bourreau de travail. Il est prêt à tout pour sa carrière. Les soutiens de Greminger le décrivent comme un homme très intelligent et intègre. De plus, l'ancien secrétaire général de l'OSCE aurait plus de «coffre» que Ruch.

Un détail piquant cependant: des rumeurs sur la vie privée de Greminger circulent depuis longtemps à Berne, comme pour Ruch auparavant. Tout cela n'est certainement pas une raison pour le désigner d'un doigt moralisateur. Ce qui est frappant, c'est que contrairement à Ruch, Greminger, qui a plusieurs enfants et a divorcé il y a quelques années, est traité avec des gants de velours. Sa vie privée ne semble pas intéresser les médias, et ses contacts avec le Hamas ne sont pas non plus évoqués. Il

semblerait donc bien qu'il y ait deux poids deux mesures, et que la vie privée de Ruch ait été utilisée comme une arme pour déstabiliser un défenseur de la neutralité.

Plus encore: les indices de cette enquête laissent penser que les services israéliens ont joué leur rôle dans le départ de Ruch. Des initiés au sein du corps diplomatique sont convaincus que le lobby israélien a exercé des pressions après les terribles massacres du 7 octobre, pour empêcher Ruch de prendre sa nouvelle fonction.

## **Ingérence dans le DDPS?**

Tout cela soulève des questions fondamentales concernant la souveraineté de la Suisse. Un Etat étranger a-t-il exercé une influence sur les décisions concernant le personnel des plus hautes instances de l'appareil d'Etat? Au lieu d'affronter ces interrogations gênantes, Berne fait profil bas et se dérobe. Les médias font l'autruche.

Ce qui est sûr, c'est que tout cela jette une lumière de plus en plus crue sur le DDPS. Des questions surgissent de toutes parts. Le départ du secrétaire général du DDPS Toni Eder est également significatif. Amherd s'est récemment séparée de lui. La nouvelle est tombée le 25 octobre, soit le jour même où le *Blick* sortait «l'affaire» Ruch. Ce même jour, la conseillère fédérale informait le gouvernement de la démission de Ruch. La raison pour laquelle la ministre de la Défense a renvoyé son ancien secrétaire général n'est pas claire. Eder était responsable de la commission de recherche que le DDPS avait mise sur pied spécialement pour le nouveau poste de «super-diplomate» en mai dernier. Celle-ci était arrivée à la conclusion que Ruch était l'homme le plus indiqué pour occuper le poste de secrétaire d'Etat. Toni Eder quant à lui a refusé de s'exprimer.

On soupçonne Eder d'être un pion d'Amherd, dans le département de laquelle les voix critiques à l'égard de l'OTAN, comme Ruch, ont manifestement la vie dure. La Commission de gestion (CdG) du Conseil national veut maintenant examiner tout ce qui n'a pas fonctionné dans l'affaire Ruch. D'autres choses peuvent-elles encore mal tourner?

